



Projet d'organisation de trois journées de rencontres militantes (été 2017) Écologie institutionnelle versus écologie radicale Une dispute stérile, un paramètre impensé

Deux visions de l'écologie s'opposent aujourd'hui frontalement sans pouvoir jamais s'entendre.

- Présent dans tous les grands sommets médiatiques (Sommet de Grenelle, Cop 21...), le premier se focalise sur les questions environnementales. Il a comme particularité première de vouloir cultiver le consensus : il se constitue en parti politique (EELV en France), brigue des mandats aux élections, siège dans les gouvernements et ONG (Greenpeace, 350.org, WWF), s'exhibe dans les médias, cherche des arrangements avec les milieux d'affaires, leur servant au passage de caution morale (*greenwashing*). Défendant l'idéologie de la croissance ou ne la contestant pas (ce qui revient au même), ce camp a longtemps promu le concept de *développement durable* (de sorte que la notion même de développement n'a jamais été contestée ni même discutée) avant d'en appeler à *la transition*. Les partis étant aujourd'hui englués dans les querelles de personnes, cette branche tend à se dissoudre tantôt dans une myriade de formations « citoyennistes » aux labels guerriers (« Attac », « indignés » « enragés », « atterrés », « debout » la nuit comme le jour...) tantôt dans des collectifs se proclamant fièrement « a-politiques », des *think tank*, des *comités d'experts* ou autres *comités d'éthique*.
- Moins importante en nombre et moins connue, car marginalisée (voire criminalisée) par les médias, l'écologie "radicale" constitue le deuxième type. D'inspiration anarchiste, elle se distingue non seulement par le fait de s'opposer frontalement à l'État et à ses grands commis (qu'elle considère comme des « vendus au grand capital », inféodés aux lois de la concurrence et du profit) mais à une majorité d'individus qu'elle accuse d'être enclins à consommer bien au delà de leurs besoins vitaux, contribuant ainsi à générer une société de gaspillage. Ses militants ne s'organisent pas sur le mode pyramidal classique (en haut, le leader ; en bas, le colleur d'affiches) mais selon le principe décentralisé et autogéré. Ils estiment que c'est en adoptant des styles de vie sobres et non en prononçant de grands discours que l'on fait avancer les choses. Certains esquissent des « modèles de société » (sous le label "décroissance") et les plus courageux affrontent physiquement les pouvoirs publics dans des zones menacées au nom de "l'intérêt général", les "zones à défendre" (ZAD).

Au final, cette scission n'est qu'un remake du célèbre et antique clivage entre réformistes et révolutionnaires. Une chose cependant rapproche les deux camps : une propension à ne pas considérer les problèmes dans le temps long, à les circonscrire dans l'actualité et à vouloir y répondre sur le champ par toutes sortes de mesures. Aucun d'eux ne semble vouloir prendre en considération l'entrelacs des quatre facteurs que le mouvement technocritique met en évidence, du moins notre association. Le fait tout d'abord que si la nature a constitué pendant des siècles l'environnement des humains et des animaux, un nouvel environnement s'est peu à peu substitué à elle : un univers technique, fait de routes et de voies ferrées, de banlieues urbaines et de zones industrielles, de réseaux électriques et d'ondes wi-fi... Deuxième facteur : si la nature est aujourd'hui *profanée*, c'est qu'elle l'a d'abord été « dans les têtes » : elle a été *désacralisée*. Troisièmement, la désacralisation de l'ancien milieu (la nature) s'est accompagnée de la sacralisation du nouveau milieu (le milieu technicisé). Dernier facteur : le nouveau milieu est sacralisé pour avoir lui-même désacralisé l'ancien.

Ni au sein de l'écologie institutionnelle ni au sein de l'écologie radicale, donc, on ne semble aborder la notion de pollution comme une résultante directe de la sacralisation de la technique. Tant que celle-ci reste collectivement adulée (consciemment ou non), *toute action politique est illusoire*. Et il ne peut rien ressortir d'instructif de la dispute entre le "capitalisme vert" et l'anticapitalisme.

C'est à la rupture de ce cercle vicieux que nous entendons œuvrer au cours de ces trois journées, lesquelles s'organiseraient de la façon suivante :

1 La nature est-elle polluée... mais en quoi est-elle « profanée » ?

Articulation du mouvement écologiste et de l'approche technocritique

- Le mouvement **écologiste** naît dans la Grande-Bretagne du XIX^e siècle : Morris et Ruskin critiquent non seulement la société industrielle mais la modernité dans son ensemble ; non seulement la "dénaturation" des paysages mais celle de l'homme : la réduction de la condition humaine aux calculs utilitaristes, lesquels privilégient le quantitatif sur le qualitatif.
- Le mouvement **technocritique** est lié au premier (certains penseurs appartiennent aux deux), et comme lui, il se développe quand il apparaît que le machinisme devient un facteur aliénant et qu'il « pollue » les consciences autant que les territoires.
- De même que l'écologisme se réduit souvent à l'environnementalisme, la technocritique se réduit fréquemment au rejet des machines et des « technologies », ce qui réduit considérablement leur portée.

2 L'art de tirer des signaux d'alarme sans pour autant rien résoudre

Développement durable et décroissance : une tragi-comédie en deux actes

- L'écologie institutionnelle est engluée dans la *realpolitik* non pas parce que celle-ci n'est pas vertueuse mais parce qu'on s'y nourrit d'illusions quant on s'obstine à croire qu'elle peut véhiculer des valeurs (liberté, égalité, fraternité, etc...) alors qu'elle ne cherche qu'à permettre à quelques oligarques de tirer profit des nuisances qu'ils ont eux-mêmes causées ou contribuer à causer.
- L'écologie radicale se veut dissidente mais elle est autant idéaliste que l'écologie institutionnelle car, comme elle, on n'y réalise pas que la politique est sous la coupe du technicisme.
- On ne sortira de la crise écologique qu'en sortant du faux dilemme « dominants-dominés » et qu'en démontrant que l'aliénation est universelle et touche l'ensemble de l'humanité.

3 ZAD contre COP : une utopie contre une autre

Quels engagements contre l'écologie-politique spectacle ?

- L'écologie institutionnelle n'est qu'un vulgaire simulacre, une farce, une débauche de complaisance. A l'inverse, l'écologie radicale, témoigne d'un engagement réel, authentique et même, dans le cas des ZADs, extrêmement courageux. Mais il lui manque, pour gagner en crédibilité, de prendre en considération l'ensemble des facteurs psychologiques qui fondent l'idéologie du progrès.
- Il s'agit de savoir si le mouvement de l'écologie et celui de technocritique peuvent se nourrir mutuellement et s'ils peuvent adopter des positions communes. Concernant par exemple la pétition, le cyberactivisme, le happening, l'occupation d'immeubles (squat) ou de zones entières (zad), la désobéissance civile, l'exemplarité et le partage des savoirs, le débat public, les nouvelles pédagogies (par exemple la conférence gesticulée), la simplicité volontaire, l'éthique de la non-puissance, etc...